Anno 1871. Roma - Martedì, 19 Dicembre Num. 346.

ASSOCIAZIONI

	Trim.	Sem.	Anno
Compresi i Rendiconti Ufficiali del Parlamento:			
ROMA	11	21	40
Per tutto il Regno	13	25	48
Solo Giornale, senza i Rendiconti:			
ROMA	9	17	32
Per tutto il Regno	10	19	36

Estero, aumento spese di posta.

Un numero separato, in Roma centesimi 10, per tutto il Regno centesimi 15.

Un numero arretrato costa il doppio.

Le Associazioni decorrono dal 1° del mese.

GAZZETTA UFFICIALE
DEL REGNO D'ITALIA

INSERZIONI

Annunzi giudiziari, cent. 25; Ogni altro avviso cent. 30 per linea di colonna o spazio di linea.

AVVERTENZE.

Le Associazioni e le Inserzioni si ricevono alla Tipografia Eredi Botta:

In Roma, via dei Lucchesi, n° 4;

In Torino, via della Corte d'Appello, numero 22;

Nelle Provincie del Regno ed all'Estero agli Uffici postali.

PARTE UFFICIALE

Il N. 556 (Serie 2ª) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto l'articolo 5 dello Statuto del Regno;

Vista la legge del 3 luglio 1871, n. 311 (Serie 2ª);

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri,

Abbiamo decretato e decretiamo quanto segue:

Articolo unico. Piena ed intiera esecuzione sarà data alla Convenzione stipulata a Berna, fra l'Italia e la Svizzera, il 15 ottobre 1869, agli Articoli addizionali, parimenti stipulati a Berna, fra l'Italia e la Svizzera, il 26 aprile 1870, nonchè alla Convenzione stipulata a Berlino fra l'Italia, la Germania e la Svizzera, il 28 ottobre 1871; le ratifiche dei quali atti, intesi ad assicurare, mediante una via ferrata attraverso il San Gottardo, la congiunzione della rete ferroviaria italiana colle reti ferroviarie dell'Europa centrale, furono scambiate a Berna dai Plenipotenziari all'uopo delegati addì 31 ottobre 1871.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Firenze, addì 15 novembre 1871.

VITTORIO EMANUELE.

VISCONTI-VENOSTA.

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

A tutti coloro che le presenti vedranno, salute.

Una Convenzione relativa alla costruzione della ferrovia attraverso il San Gottardo essendo stata conchiusa tra l'Italia e la Svizzera, e dai rispettivi Plenipotenziari sottoscritta a Berna, addì quindici ottobre mille ottocento sessantanove;

Convenzione del seguente tenore:

Sa Majesté le Roi d'Italie et le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse, pénétrés de la nécessité de réunir leurs efforts pour vaincre les difficultés que les Alpes opposent à la jonction des chemins de fer de l'Europe centrale avec ceux de la Péninsule italienne, et convaincus que pour atteindre ce but il est opportun de s'engager réciproquement par une Convention particulière sur les bases arrêtées à cet égard le 13 octobre 1869 dans le protocole final de la Conférence des Etats réunis à Berne pour s'entendre sur les moyens d'exécuter la ligne du Saint-Gothard, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie,

Monsieur le Chevalier Louis Amédée Melegari, Chevalier Grand' Croix, décoré du Grand Cordon de Son Ordre des Saints Maurice et Lazare, etc., etc., Sénateur du Royaume, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près la Confédération Suisse;

Le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse,

Monsieur Emile Welti, Président de la Confédération,

Monsieur Charles Schenk, Conseiller fédéral, Chef du Département fédéral de l'Intérieur,

Monsieur Jacques Dubs, Conseiller fédéral, Chef du Département fédéral des Postes;

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er L'Italie et la Suisse s'unissent pour assurer la jonction entre les cheminins de fer allemands et les chemins de fer italiens par le moyen d'un chemin de fer suisse à travers le Saint-Gothard.

Le réseau du Saint-Gothard, à construire pour atteindre ce but, comprend les lignes suivantes:

Lucerne-Kussnacht-Immensee-Goldau,
Zoug-Saint-Adrien-Goldau,
Goldau-Fluelen-Biasca-Bellinzone,
Bellinzone-Lugano-Chiasso,
Bellinzone-Magadino-frontière italienne vers Luino, avec embranchement sur Locarno.

Ce réseau aura une longueur d'environ 263 kilomètres.

Dans le but de faciliter l'exécution de ces lignes, les Parties contractantes accorderont en commun une subvention à la Société qui se formera pour la construction et l'exploitation du chemin de fer du St-Gothard.

Dans l'organisation de cette Société, le Conseil fédéral prendra les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de l'entreprise et de tous les engagements mentionnés dans la présente Convention. A cet effet, les statuts de la Société devront être soumis à l'approbation du Gouvernement fédéral.

Art. 2. Pour que le chemin de fer du St-Gothard puisse remplir les conditions d'une grande ligne internationale, il ne doit pas, à son point culminant, avoir plus de 1162 1/2 mètres de hauteur au-dessus du niveau de la mer; le rayon *minimum* des courbes ne devra pas être inférieur à 300 mètres, et le *maximum* des pentes ne devra pas excéder 25 0/00. Pour le cas où il serait nécessaire de dépasser le 25 0/00 entre Biasca et Lavorgo, on demandera à cet effet l'autorisation du Conseil fédéral, qui, sur ce tronçon, pourra accorder une augmentation jusqu'à 26 0/00.

Le tunnel à construire entre Goeschenen et Airolo devra être établi en ligne droite.

La ligne de Fluelen à Biasca sera construite à double voie. Sur le reste de la ligne Goldau-Bellinzone les tunnels seront construits pour une double voie, mais les travaux d'art et de terrassements pourront être exécutés pour une seule voie.

Toutes les autres lignes pourront être établies pour une simple voie.

Art. 3. Les lignes du réseau du St-Gothard seront construites dans l'ordre suivant, et la durée de la construction est pour chacune d'elles fixée comme suit:

Les lignes de Biasca au Lac Majeur et de Lugano à Chiasso devront être achevées 3 ans après la constitution de la Société.

L'Italie s'engage à ce que pour la même époque le tronçon de raccordement de Chiasso à Camerlata soit construit et mis en exploitation.

Les travaux sur les autres lignes du réseau devront être entrepris en temps nécessaire, pour qu'ils puissent être achevés et que ces lignes soient ouvertes simultanément avec la grande galerie de Goeschenen à Airolo.

Les lignes dont la construction est supposée de 2 1/2 années sont les suivantes:

Lucerne-Kussnacht-Goldau,
Zoug-St-Adrien-Goldau,
Biasca-Bellinzone,
Lugano-Chiasso,
Bellinzone-Frontière Suisse (Luino) avec embranchement sur Locarno.

Les lignes dont la construction est supposée de 4 1/2 années sont les suivantes:

Goldau-Fluelen,
Fluelen-Goeschenen,
Airolo-Biasca,
Bellinzone-Lugano.

La durée de la construction du tunnel à établir entre Goeschenen et Airolo est présumée être de 9 années. Le commencement des travaux sera fixé par le Conseil fédéral.

Art. 4. La Confédération Suisse pourvoira à ce que, par un passage sur le Rhin près de Bâle, le chemin de fer central suisse soit relié au réseau du Grand-Duché de Bade.

L'Italie construira un chemin de fer sur la rive gauche du Lac Majeur, rejoignant le chemin suisse sur la frontière, près de Pino, à un des points du réseau italien situé sur la route directe de Gênes.

Les Parties contractantes s'engagent d'une manière générale à faire leur possible pour que les lignes d'accès au réseau du St-Gothard soient corrigées dans le sens d'un raccourcissement, et en particulier la Confédération s'engage à faire ses efforts pour obtenir la construction d'un tronçon qui permette d'éviter le détour sur la station de Altstätten.

Au cas où cette ligne de raccourcissement ne serait pas construite au moment de la mise en exploitation de la ligne du St-Gothard, il sera procédé à une réduction équivalente du tarif des transports.

Art. 5. La Suisse s'engage à ce que toutes les parties de la ligne, telles qu'elles doivent être construites, soient livrées le plus tôt possible à l'exploitation lorsqu'elles seront terminées.

Dès que toute la ligne sera achevée, le service de l'exploitation en devra être organisé. Pour garantir la conformité de l'organisation de l'exploitation avec les dispositions de la présente Convention, cette organisation devra être soumise à l'approbation du Conseil fédéral.

Art. 6. Les cas de force majeure réservés, l'exploitation du chemin de fer du St.-Gothard devra être assurée contre toute interruption et elle devra dans toutes ses parties répondre à ce qu'on est en droit d'exiger d'une grande ligne internationale.

Toutefois la Suisse se réserve de prendre les mesures nécessaires pour le maintien de la neutralité et pour la défense du pays.

Art. 7. Les Hautes Parties contractantes feront leurs efforts pour faciliter le plus possible, en vue de l'intérêt commun, le trafic entre l'Allemagne et l'Italie, et à cet effet elles chercheront à provoquer sur le chemin de fer du St.-Gothard le transport des personnes, des marchandises et des objets postaux le plus régulier, le plus commode, le plus rapide et le meilleur marché possible.

La Compagnie du chemin de fer du St-Gothard organisera, avec les chemins de fer des Etats subventionnants, sur la demande des Administrations de ces chemins de fer, un service direct (cumulatif) pour le transit sur le St.-Gothard.

La Suisse s'engage à prendre les mesures nécessaires pour que les trains soient organisés de telle manière qu'autant que possible ils coincident sans interruption avec les chemins de fer de l'Allemagne et de l'Italie.

Elle s'engage aussi à faire établir sur la ligne du St-Gothard en été au moins trois trains de voyageurs par jour dans les deux directions et en livrer au moins deux. Ces trains chemineront sans interruption et l'un d'eux sera un train express.

Art. 8. Pour ce qui concerne le trafic transitant d'Allemagne en Italie et viceversa, on a fixé comme suit les taxes maximales de transport:

Voyageurs:

1re classe 50 centimes par lieue suisse; 2e cl. 35 centimes, et 3e classe 25 centimes. Toutefois pour les parties de la ligne ayant une pente de 15 ‰ et plus, l'entreprise du St-Gothard pourra exiger une surtaxe de 50 %.

Marchandises:

Grande vitesse: 45 centimes par tonne et par kilomètre, sans aucun supplement de taxe.

Petite vitesse: *premièrement*, pour les matières brutes, telles que le charbon, le coke, le minerai, les terres, les engrais, le soufre, les pierres, le bois, etc., de même que pour le fer et les marchandises brutes en fer, en tant que ces objets sont expédiés en wagons complets, la taxe ne pourra excéder 5 centimes par tonne et par kilomètre, avec une surtaxe de 3 centimes par tonne et par kilomètre pour les parties de la ligne qui offrent des pentes de 15 ‰ et au-dessus.

Secondement, pour toutes les autres marchandises, la taxe ne pourra excéder 14 1/2 centimes par tonne et par kilomètre, ou 19 1/2 centimes par tonne et par kilomètre pour les parties de la ligne ayant des pentes de 15 ‰ et au-dessus, tout autre supplément de taxe étant exclu.

Art. 9. Quand l'intérêt du capital-actions excédera le 9 0/0, la Compagnie sera tenue de procéder à la réduction des taxes, et en première ligne à celle des surtaxes.

Art. 10. La Société du chemin de fer du Saint-Gothard est tenue de faire jouir, pour le transport des personnes et des marchandises d'Italie, pour l'Italie et à travers l'Italie, les chemins de fer des Etats subventionnants au moins des mêmes avantages et des mêmes facilités qu'elle aura accordés, soit à d'autres chemins de fer en dehors de la Suisse, soit à des parties et à des stations quelconques de ces chemins de fer, soit enfin aux stations frontières suisses. Elle ne peut entrer dans aucune combinaison avec d'autres chemins de fer suisses, par laquelle ce principe se trouverait violé.

En particulier, les réductions de tarifs que voudrait accorder le chemin de fer du St-Gothard en vue d'activer le trafic pour l'Italie, de l'Italie et à travers l'Italie devront, avant leur mise en vigueur, être communiquées à temps aux Gouvernements des Etats subventionnants, et, sur leur demande, les réductions de tarifs dont il s'agit devront être accordées à partir de la même époque pour les chemins de fer et les districts concurrrents.

Art. 11. La Confédération suisse prendra l'engagement général de faire exécuter les prescriptions de la présente Convention, relatives à la construction du chemin du St-Gothard.

En particulier, elle devra exiger de la Société un cautionnement correspondant d'une manière suffisante aux obligations cantractées par elle.

Ce cautionnement consistera en un dépôt d'espèces ou de bonnes valeurs, et il ne sera restitué que lorsque la Société aura rempli ses obligations, ou qu'elle aura fourni les garanties nécessaires sous une autre forme.

Le Conseil fédéral prononcera sur toutes les questions qui ont trait à la construction de la grande galerie.

Il s'engage à présenter aux Etats subventionnants des rapports périodiques sur la marche et l'état des travaux, de même que sur le résultat de l'exploitation.

Art. 12. Chacun des Etats subventionnants aura le droit de prendre, sur les lieux, connaissance de l'état des travaux, après avoir désigné au Gouvernement Suisse les personnes qu'il chargera de cette inspection.

Chaque année, à une époque déterminée, on procèdera à la vérification des travaux des deux grandes galeries du Saint-Gothard et du Monte-Cenere. Le Conseil Fédéral invitera les Etats subventionnants à envoyer des délégués pour assister à cette opération. Un procès-verbal sera dressé et signé par les délégués présents.

Art. 13. S'il existe dans les concessions cantonales des dispositions contraires à celles de la présente Convention, ces dispositions s'entendront abrogées par la publication de la dite Convention.

Si un Canton Suisse entravait d'une manière quelconque l'établissement ou l'exploitation de la ligne du Saint-Gothard, la Confédération évoquerait à elle l'affaire et prendrait l'initiative des mesures nécessaires.

Art. 14. La Société peut être actionnée à son siége social.

S'il survient des contestations en matière de droit civil entre la Confédération et l'entreprise du Saint-Gothard, elles seront réglées par le tribunal fédéral.

Art. 15. Au cas où la concession du chemin du Saint-Gothard viendrait à être transmise à une autre Société, cette transmission devra être approuvée par le Conseil Fédéral, qui prend l'engagement de pourvoir à ce que toutes les stipulations de la présente Convention restent entièrement en vigueur.

Dans le cas où une fusion viendrait plus tard à être opérée entre des chemins de fer suisses et le chemin de fer du Saint-Gothard, ou si la Société du Saint-Gothard construisait de nouvelles lignes, les obligations incombant à cette dernière passeraient à l'entreprise plus étendue, en tant qu'elles se rapportent à l'exploitation.

Art. 16. Les Hautes Parties contractantes sont tombées d'accord pour fixer, d'après le protocole final de la Conférence de Berne, à la somme de quatre-vingt-cinq millions de francs le chiffre de la subvention nécessaire pour rendre possible l'établissement du chemin de fer par le Saint-Gothard.

Art. 17. Un tiers des subsides sera payé en neuf annuités égales. Rélativament au paiement des deux autres tiers, les dispositions suivantes feront règle:

a) Pour chaque exercice il sera transmis, en temps opportun, aux Etats subventionnants, un programme et un devis des travaux à opérer dans la grande galerie du Saint-Gothard;

b) Le Conseil fédéral fixera l'époque du commencement du premier exercice, et à la fin de chaque exercice il fera connaître aux autres Etats le montant de la somme qui a été réellement dépensée. Le paiement de cette somme s'effectuera après la vérification des travaux, faite en conformité de l'article 12. Toutefois ces paiements ne pourront excéder la somme portée au budget de l'exercice.

Le paiement des annuités égales et celui des sommes consacrées chaque année à la construction du tunnel s'effectueront en espèces, entre les mains du Gouvernement fédéral un mois après la vérification des travaux de construction du dit tunnel.

On liquidera, lors du dernier versement, le solde éventuel de la subvention totale.

Art. 18. Les Etats ne se réservent un droit de participation aux résultats financiers de l'entreprise que dans le cas où le dividende à repartir sur les actions dépasserait le 7 0/0. Dans ce cas la moitié de l'excédant serait partagée à titre d'intérêt entre les Etats subventionnants dans la proportion de leurs subsides.

Art. 19. Les subsides seront mis à la disposition du Conseil fédéral Suisse, d'après les prescriptions de l'art. 17 ci-dessus. Le Conseil fédéral fera parvenir ces subsides en même temps que ceux de la Suisse à la Compagnie, avec laquelle il aura à s'entendre sur la construction et l'exploitation du chemin de fer du St.-Gothard.

Art. 20. Le Royaume d'Italie s'engage à participer pour la somme de quarante-cinq millions de francs, et la Suisse pour celle de vingt millions de francs, au total des subsides fixé à l'article 16 de la présente Convention.

Art. 21. Cette Convention ne sera exécutoire qu'à partir du jour où, par le concours d'autres Etats signataires du protocole final de la Conférence de Berne, le total des subsides aura atteint la somme de quatre-vingt-cinq millions de francs.

Si dans le délai de six mois, à partir du 1er novembre prochain, cette condition ne se trouvé pas remplie, la présente Convention sera regardée comme non avenue.

Art. 22. Les Gouvernements des deux Etats inviteront les autres Etats signataires du protocole final de la Conférence de Berne, du 13 octobre 1869, à adhérer à la présente Convention, conclue à la suite des déclarations faites par leurs représentants dans le sein de la Conférence, et en conformité des dipositions arretées dans ledit protocole final.

Art. 23. La présente Convention sera ratifiée dès que le Parlament italien et l'Assemblée fédérale l'auront approuvée, et les ratifications en seront échangées à Berne aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Berne en double expédition, le quinze octobre mil huit cent soixante-neuf.

(*L. S.*) MELEGARI.

(*L. S.*) WELTI.
(*L. S.*) SCHENK.
(*L. S.*) DUBS.

ARTICLES ADDITIONNELS *à la Convention conclue entre l'Italie et la Suisse relativement à la construction du chemin de fer par le St-Gothard et signée à Berne le 15 octobre* 1869.

Dans le but de laisser aux Etats signataires du Protocole final de la Conférence internationale de Berne, le temps nécessaire pour se mettre en mesure d'accéder à la Convention conclue entre l'Italie et la Suisse, les Plénipotentiaires soussignés, à cela dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er Le délai fixé à l'alinéa de l'article 21 de la Convention, signé le 15 ottobre 1869, est prorogé jusqu'au 31 juillet prochain.

Art. 2. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prévenir de cette prorogation les Gouvernements à qui elles ont adressé l'invitation d'adhérer à ladite Convention.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent acte et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Berne en double original le vingt-six avril mil huit cent soixante-dix (26 avril 1870).

Le Plénipotentiaire italien: Les Plénipotentiares suisses:

(*L. S.*) MELEGARI. (*L. S.*) DUBS.
(*L. S.*) SCHENK.
(*L. S.*) WELTI.

Noi avendo veduto ed esaminato la qui soprascritta Convenzione, seguita da due Articoli addizionali, ed approvandola in ogni e singola sua parte, l'abbiamo accettata, ratificata e confermata, come per le presenti l'accettiamo, ratifichiamo e confermiamo, promettendo di osservarla e di farla inviolabilmente osservare.

In fede di che, Noi abbiamo firmato di Nostra mano le presenti lettere di ratificazione, e vi abbiamo fatto apporre il Nostro Reale sigillo.

Date a Firenze, addì ventidue del mese di ottobre, l'anno del Signore mille ottocento settant'uno, vigesimoterzo del Nostro Regno.

VITTORIO EMANUELE.

Per parte di Sua Maestà il Re
Il Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri
VISCONTI-VENOSTA.

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

A tutti coloro che le presenti vedranno, salute:

Una Convenzione essendo stata conchiusa e firmata a Berlino il ventotto di questo mese, tra l'Italia, la Germania e la Svizzera / la Svizzera e la Germania all' oggetto di confermare e completare gli accordi già in addietro intervenuti fra i tre Stati in contemplazione di una ferrovia da costruirsi attraverso il San Gottardo;

Convenzione del seguente tenore:

Le délai fixé pour l'échange des ratifications de la Convention signée à Varzin et à Berlin le 20 juin 1870 et concernant l'accession de la Confédération de l'Allemagne du Nord à la Convention conclue le 15 ottobre 1869 entre l'Italie et la Suisse, pour la construction d'un chemin de fer par le St-Gothard reliant les chemins de fer allemands et les chemins de fer italiens, ayant été prorogé jusqu'au 31 octobre courant par l'acte signé à Berne le 27 janvier dernier, et l'Empire Allemand ayant résolu de compléter le total des subsides fixé à l'article 16 de la Convention de 15 octobre 1869, en se subrogeant en même temps aux engagements contractés par la Confédération de l'Allemagne du Nord en vertu de la Convention précitée du 20 juin 1870;

Sa Majesté le Roi d'Italie, Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne et le Conseil fédéral de la Confédération Suisse ont résolu de conclure une Convention répondant à cet état des choses et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Le comte Edouard de Launay, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne;

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne:

Le Prince Othon Edouard Léopold de Bismarck-Schoenhausen, Chancelier de l' Empire Allemand,

et

Le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse:

Le Colonel fédéral Bernard Hammer, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants, destinés à remplacer la Convention du 20 juin 1870.

Art. 1er L'Empire Allemand accède à la Convention conclue à Berne, le 15 octobre 1869, entre l'Italie et la Suisse, et s'engage à participer pour la somme de vingt millions de francs au total des subsides fixé à l'article 16 de la Convention précitée.

Art. 2. Les ratifications en seront échangées à Berne le 31 octobre courant.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berlin, le 28 octobre 1871.

(*L. S.*) LAUNAY. (*L. S.*) BISMARCK. (*L. S.*) HAMMER.

Noi, avendo veduto ed esaminato la qui sovrascritta Convenzione, l'abbiamo approvata, accettata e ratificata, come per le presenti l'approviamo, accettiamo e ratifichiamo.

In fede di che, Noi abbiamo firmato di Nostra mano le presenti lettere di ratificazione, e vi abbiamo fatto apporre il Nostro Reale sigillo.

Date a Firenze, addì ventinove del mese di ottobre, l'anno del Signore mille ottocento settantuno, vigesimoterzo del Nostro Regno.

VITTORIO EMANUELE.

Per parte di S. M. il Re
Il Ministro Segr. di Stato per gli Affari Esteri
VISCONTI-VENOSTA.

Il N. 558 (Serie 2ª) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto il R. decreto 17 settembre 1871, col quale fu fondato l'Istituto tecnico di Roma;

Sulla proposta del Ministro di Agricoltura, Industria e Commercio,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1. Le quattro sezioni dell'Istituto tecnico di Roma comprenderanno gli insegnamenti seguenti:

1. Agronomia, estimo e legislazione rurale.
2. Chimica generale e chimica applicata.
3. Fisica generale ed elementi di meccanica.
4. Geologia e mineralogia.
5. Botanica e zoologia.
6. Geometria pratica e disegno topografico.
7. Costruzioni rurali e disegno di costruzioni.
8. Matematiche elementari.
9. Matematiche superiori.
10. Geometria descrittiva e disegno di questa materia.
11. Disegno a mano libera e disegno ornamentale.
12. Lettere italiane per le classi superiori.

13. Lettere italiane per le classi inferiori.
14. Storia e geografia politica.
15. Statistica ed economia.
16. Diritto.
17. Computisteria e ragioneria.
18. Lingua francese.
19. Lingua tedesca.
20. Lingua inglese.

I professori di geologia e mineralogia botanica e zoologia si ripartiranno l'insegnamento delle applicazioni di storia naturale all'agricoltura e al commercio e della geografia fisica.

Art. 2. Il personale dirigente ed insegnante sarà composto di:

1 Preside a	L. 5000	5000
4 Professori a	» 2200	8800
6 Professori a	» 2000	12000
10 Professori a	» 1800	18000
1 Aggiunto per la chimica	1200	1200
		L. 45000

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 22 novembre 1871.

VITTORIO EMANUELE.

CASTAGNOLA.

Il N. CLX (*Serie 2ª, parte supplementare*) *della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE RE D'ITALIA

Visto l'art. 8 della legge 26 luglio 1868, numero 4513;

Visto l'art. 2 dei due regolamenti per l'applicazione delle tasse di famiglia o focatico e sul bestiame nei comuni della provincia di Pesaro-Urbino, già approvati con Nostro decreto 5 agosto 1869;

Vista la deliberazione emessa dalla Deputazione provinciale di Pesaro-Urbino in adunanza del dì 12 ottobre 1871;

Udito il parere del Consiglio di Stato;

Sulla proposta del ministero delle Finanze,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico. È approvata la deliberazione emessa dalla Deputazione provinciale di Pesaro-Urbino in adunanza del dì 12 ottobre 1871, con la quale, in riforma dell'art. 2 dei predetti regolamenti per l'applicazione delle tasse di famiglia o focatico e sul bestiame, viene prescritto che qualunque proposta per la eccedenza del massimo stabilito per le rispettive tasse debba essere subordinata alla autorizzazione della Deputazione stessa ed alla approvazione governativa, per decreto Reale, sentito il Consiglio di Stato.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 22 novembre 1871.

VITTORIO EMANUELE.

QUINTINO SELLA.

S. M. si è degnata nominare nell'Ordine della Corona d'Italia:

Sulla proposta del Ministro di Agricoltura, Industria e Commercio con decreti, del 26 e 30 novembre scorso:

A commendatore:

Bozzo prof. Giuseppe Andrea, presidente della Giunta di vigilanza sull'Istituto tecnico di Genova.

Ad uffiziale:

Rodriguez Francesco.

Sulla proposta del Ministro della Guerra con decreto del 30 novembre 1871:

A cavaliere:

Ripamonti Giuseppe, luogotenente colonnello di fanteria collocato in riforma.

Sulla proposta del Ministro degli Affari Esteri con decreti del 30 novembre 1871:

Ad uffiziali:

Pirondi cav. dott. Siro;
Cavaliere Dall'Orso.

A cavaliere:

Garsin Isacco.

S. M. sulla proposta del Ministro della Guerra con decreti del 9 dicembre 1871 ha promosso al grado di maggior generale i seguenti colonnelli continuando ciascuno nella rispettiva carica:

Ferreri cav. Cesare Innocenzo, comandante generale della Scuola militare di fanteria e di cavalleria;

Garneri cav. Giuseppe, membro ordinario del Comitato del Genio;

Bianchi cav. Vincenzo, comandante la 1ª brigata di fanteria nella Divisione militare di Genova;

Migliara cav. Carlo, comandante la 4ª brigata di fanteria nella Divisione militare di Bologna;

Vandone cav. Giuseppe, comandante la 3ª brigata di fanteria nella Divisione militare di Milano;

Gabutti di Bestagno cav. Casimiro, comandante la 2ª brigata di fanteria nella Divisione militare di Verona.

S. M. sulla proposta del Ministro della Marina ha fatte le seguenti disposizioni nel personale del corpo di commissariato:

Con RR. decreti in data del 9 ottobre 1871:

Cozzi Federico, scrivano nel corpo di commissariato, nominato aiutante contabile di 3ª classe nel corpo stesso coll'annua paga di lire 1600;

Papa Luigi, scrivano nel corpo suddetto, in aspettativa per motivi di salute, richiamato in attività di servizio;

Accettata la volontaria dimissione dal R. servizio del sottocommissario aggiunto di 1ª classe nel corpo suddetto signor Carlo Attayan, in aspettativa per sospensione d'impiego;

Miceli Gaetano e Romairone Daniele, aiutanti contabili di 2ª classe nel corpo suddetto, nominati contabili di magazzino di 2ª classe nel corpo stesso coll'annuo stipendio di lire 3000.

Con RR. decreti del 12 novembre 1871:

Papa Luigi, scrivano nel corpo suddetto, collocato in aspettativa per motivi di famiglia in seguito a sua domanda;

Pizzorno Giovanni, id., in aspettativa per motivi di famiglia, richiamato in attività di servizio.

Con R. decreto del 26 novembre 1871:

Isnardi Giacomo, scrivano nel corpo suddetto, collocato in aspettativa per motivi di famiglia in seguito a sua domanda.

Elenco di disposizioni fatte nel personale dei notai coi decreti di cui infra:

Con decreto Ministeriale del 16 novembre 1871:

Valentini Ludovico, notaio residente nel comune di Ficulle, nominato archivista dell'Archivio notarile di Ficulle.

Con R. decreto del 20 novembre 1871:

Alfani Pietro, ufficiale di 2ª classe nell'Archivio notarile di Salerno, promosso al posto di ufficiale di 1ª classe nello stesso Archivio notarile.

Con decreto Ministeriale del 23 novembre 1871:

Montani Luigi, notaio residente nel comune di Arrone, nominato archivista dell'Archivio notarile conservato nel comune di Piediluco.

Con RR. decreti del 26 novembre 1871:

Finotti dott. Antonio, notaio a Massa Fiscaglia traslocato a Codigoro con R. decreto 5 agosto 1871, restituito nella precedente sua residenza di Massa Fiscaglia;

Treccosti Giuseppe Maria, notaio residente nel comune di Riace, traslocato nel comune di Caulonia;

Sarpi Giuseppe, id. di Fagnano Castello, id. di San Marco Argentano;

Caputi Pacifico, candidato notaio, nominato con residenza nel comune di Ferrandina;

Profeta Lorenzo, id., id. di Barrafranca;

Siniscalchi Francesco, id., id. di Bonvicino;

Villari Pasquale, id., id. di Afragola;

Bonanni Giacomo, notaio residente a Monticchio, frazione del comune di Bagno, dispensato dall'ufficio di notaio in seguito a sua demanda;

De Simone Antonio, candidato notaio, nominato notaio con residenza nel comune di Mutignano;

Carabba Fileno, già notaio a San Vito Chietino indi dimissionario, riammesso all'esercizio del notariato e nominato notaio con residenza nel comune di Frisa.

DIREZIONE GENERALE DELLE POSTE.

Avviso.

Approssimandosi l'epoca in cui vengono spedite in grandissima quantità per mezzo della posta le carte di visita, si rammenta che le medesime per aver corso colla francatura di centesimi 2 debbono:

Essere poste *sotto fascia*, oppure entro *buste aperte*. Le carte di visita spedite in buste chiuse, anche se queste abbiano gli angoli tagliati, non sono ammesse a godere della francatura di favore;

Non avere alcuno scritto o segno a mano. È però fatta eccezione per le carte di visita scritte interamente a mano, quando lo scritte si limiti al solo nome e cognome, titoli e qualità, come sono appunto le carte di visita stampate.

Si rammenta inoltre che tutte indistintamente le carte di visita dirette all'estero debbono essere poste *sotto fascia*.

Firenze 14 dicembre 1871.

Il Direttore Generale
G. BARBAVARA.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO.

Col pagamento degl'interessi semestrali che scadono il 1° gennaio 1872 si esaurisce la serie quinquennale delle cedole (vaglia) rilasciate sulle cartelle al portatore, emesse dal comune di San Pier d'Arena pei prestiti autorizzati coi Regi decreti 3 marzo 1853 e 3 ottobre 1856, il cui servizio venne affidato a questa Generale Direzione col Regio decreto 31 maggio 1859.

Si avvertono pertanto i detentori delle suddette cartelle che, a far tempo dal 1° gennaio 1872, potranno, sull'esibizione dei rispettivi titoli, ottenere da questa Generale Direzione il rilascio di una nuova serie di cedole per altri cinque anni.

Firenze, 4 dicembre 1871.

Il Direttore Generale: NOVELLI.

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

COSTRUZIONI FERROVIARIE PER CONTO DIRETTO DELLO STATO

PROSPETTO dell'importo dei lavori appaltati, dei lavori eseguiti e degli operai impiegati dal 1° gennaio al 1° dicembre 1871.

Indicazione delle ferrovie	Importo dei lavori appaltati			Importo dei lavori eseguiti			Numero degli operai impiegati				
	Nei mesi antecedenti al 1° ottobre 1871	Nei mesi di ottobre e novembre 1871	TOTALE al 1° dicembre 1871	Nei mesi antecedenti	Nel mese di novembre 1871	TOTALE al 1° dicembre 1871	Nei mesi antecedenti	Nel mese di novembre 1871	TOTALE al 1° dic. 1871	Giorni di lavoro	Media generale degli operai
Calabro-Sicule	51,770,750 »	17,480,000 »	69,250,750 »	7,260,169 21	606,235 94	7,866,405 15	1,085,195	126,131	1,211,326	266	4,554
Ligure	17,311,867 32	29,680 »	17,341,547 32	9,492,532 83	882,994 73	10,375,527 56	1,452,827	111,343	1,564,170	332	4,711
Savona-Torino e Cairo-Acqui (*).	»	»	»	3,597,317 95	463,355 14	4,060,673 09	446,777	102,685	549,462	255	2,155
Asciano-Grosseto	2,079,567 02	14,305 77 »	2,093,872 79	1,655,493 76	176,408 81	1,831,902 57	237,168	19,979	257,147	278	925
Somme di progetto . . .	71,162,184 34	17,523,985 77	88,686,170 11								
Ribasso d'asta	0,766,128 06	2.125.510 67	10.891,638 73								
Totali . . .	62,396,056 28	15,398,475 10	77,794,531 38	22,005,513 75	2,128,994 62	24,134,508 37	3,221,967	360,138	3,582,105	283	12,345
Riporto del mese precedente					2,924,210 57			371,139			12,173
Differenza . . . in più					»			»			172
Differenza . . . in meno					795,215 95			11,001			»

(*) Per la Ferrovia di Savona-Torino e Ramo Cairo-Acqui non occorsero appalti per parte del Governo, essendone la costruzione affidata *à forfait* alla Impresa Guastalla.

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

PROSPETTO dei prodotti delle Ferrovie del Regno dal 1° gennaio al 31 ottobre 1871, in confronto con quelli del 1870 (*dedotta l'imposta del decimo*).

	Alta Italia		Romane		Meridionali		Calabro-Sicule		Torino-Ciriè		Moncenisio		Sarde		Torino-Rivoli		Totale	
	1871	1870	1871	1870	1871	1870	1871	1870	1871	1870	1871	1870	1871	1870	1871	1870	1871	1870
Prevento assoluto.	Ch. 2853	Ch. 2805	Ch. 1524	Ch. 1511	Ch. 1307	Ch. 1307	Ch. 631	Ch. 537	Ch. 21	Ch. 21	Ch. 27	Ch. 27	Ch. 50	Ch. »	Ch. 12	Ch. »	Ch. 6425	Ch. 6208
Mese di ottobre.																		
Viaggiatori	3,544,570	2,939,049	1,106,543	1,146,122	818,688	711,618	165,851	122,052	23,468	18,197	17,278	8,476	10,788	»	8,676	»	5,695,807	4,945,514
Bagagli e cani	157,812	120,395	61,878	67,007	35,338	34,009	6,029	5,593	168	249	781	687	307	»	59	»	261,872	227,940
Merci a grande velocità	708,449	627,495	115,666	99,526	143,324	131,904	19,724	11,634	560	395	3,244	2,186	87	»	»	»	991,054	873,140
Merci a piccola velocità	3,182,088	2,536,063	561,436	415,554	472,401	344,392	112,718	70,301	1,707	2,102	6,287	4,542	1,777	»	»	»	4,338,414	3,372,954
Introiti diversi	»	»	20,278	4,500	8,875	4,659	4,057	1,455	349	628	33	267	326	»	60	»	33,978	11,509
Totali di ottobre	7,592,419	6,223,002	1,865,801	1,732,709	1,478,576	1,226,582	308,379	211,035	26,252	21,571	27,623	16,158	13,280	»	8,795	»	11,321,125	9,431,057
Mesi antecedenti	49,511,474	47,034,239	13,778,812	13,180,446	11,047,831	9,846,731	2,499,543	1,500,466	225,451	183,261	338,296	412,920	39,337	»	3,326	»	77,444,070	72,158,063
Totali dal 1° gennaio	57,103,893	53,257,241	15,644,613	14,913,155	12,526,407	11,073,313	2,807,922	1,711,501	251,703	204,832	365,919	429,078	52,617	»	12,121	»	88,765,195	81,589,120
Differenze nel 1871.																		
Mese di ottobre in più	1,369,417		133,092		251,994		97,344		4,681		11,465		13,280		8,795		1,890,068	
Mese di ottobre in meno	»		»		»		»		»		»		»		»		»	
Dal 1° gennaio al 31 ottobre in più	3,846,652		731,458		1,453,094		1,096,421		46,871		»		52,617		12,121		7,176,075	
Dal 1° gennaio al 31 ottobre in meno	»		»		»		»		»		63,159		»		»		»	
Prevento chilometrico (ragguagliato ad un anno di esercizio).																		
Mese di ottobre	31,900	26,368	14,463	13,536	13,320	11,050	5,818	4,689	14,748	12,118	25,111	7,055	3,132	»	8,707	»	21,003	17,998
Dal 1° gennaio al 31 ottobre	24,677	23,565	12,406	11,854	11,513	10,196	5,478	4,503	14,399	11,718	17,187	19,087	3,109	»	8,080	»	16,962	16,236
Differenze nel 1871.																		
Mese di ottobre in più	5,532		927		2,270		1,129		2,639		18,056		»		»		3,005	
Mese di ottobre in meno	»		»		»		»		»		»		»		»		»	
Dal 1° gennaio al 31 ottobre in più	1,112		652		1,317		970		2,681		»		»		»		726	
Dal 1° gennaio al 31 ottobre in meno	»		»		»		»		»		1,900		»		»		»	

NB. Il prodotto dei mesi antecedenti viene esposto colle nuove cifre presentate dalle Società in seguito a rettificazione delle rispettive contabilità.

Dal 1° gennaio al 31 ottobre 1871 vennero aperte all'esercizio le seguenti nuove linee:

Alta Italia	Da Bussoleno al Confine Francese il 16 ottobre	chil. 48
Calabro-Sicule	Da Lentini a Siracusa il 19 gennaio. . chil. 58 / Da Bianconovo a Roccella il 1° febbraio » 36	» 94
Sarde	Da Cagliari a Villasor il 1° maggio . . chil. 26 / Da Villasor a S. Gavino il 4 settembre » 24	» 50
Romane	Da Torrenieri a Monte Amiata il 14 agosto . . .	» 13
Torino-Rivoli .	Da Torino a Rivoli il 16 settembre.	» 12
	Totale	chil. 217

Dal 16 ottobre, cioè dal giorno dell'apertura della linea da Bussoleno al Confine Francese, cessò d'essere esercitata la ferrovia del Moncenisio (Fell).

Nella lunghezza della rete dell'Alta Italia sono compresi 29 chilometri ed in quella delle Calabro-Sicule sono pure compresi 8 chilometri i quali essendo comuni a due linee non entrano nei computi che si stabiliscono per determinare i prodotti chilometrici.

Si osserva poi che questi prodotti, ragguagliati ad un anno di esercizio, sono conteggiati in base ai giorni di effettivo esercizio delle ferrovie.

MINISTERO
DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO.
(Divisione III)

Gli atti riguardanti il servizio dei pesi e delle misure, a datare dal giorno 25 del corrente mese, saranno dalle prefetture, sottoprefetture, dagli altri uffiziali governativi e dai privati trasmessi al Ministero di Agricoltura, Industria e Commercio in Roma, in conformità delle disposizioni del Reale decreto 9 novembre 1871, n. 578 (Serie 2ª).

Il Direttore Capo della 3ª Divisione
V. ELLENA.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO.

Distinta delle obbligazioni della ferrovia di Cuneo comprese nella 25ª estrazione seguita in Firenze il 15 dicembre 1871 (decreto Reale 23 dicembre 1859 e legge 5 maggio 1870).

31 *di* 1ª *emissione (capitale di lire* 400 *caduna) in ordine progressivo.*

842 869 935 1322 1659 1745 1887 2127
2156 2270 4592 4507 4576 4641 4846 5087
5147 5415 6064 6208 6402 6663 6736 7489
7614 8075 8189 8441 8698 9147 10112.

26 *di* 2ª *emissione (capitale di lire* 500 *caduna) in ordine progressivo.*

1222 1532 1760 2098 2672 3065 3110 3175
4589 5120 6128 6357 6917 7230 7470 7607
8233 8604 13715 14574 14806 15083 15442 15517
15534 15741.

Le suddette obbligazioni cessano di fruttare a beneficio dei possessori col 31 dicembre 1871 e dal 1° gennaio 1872 avrà luogo il rimborso del corrispondente capitale, mediante restituzione delle stesse obbligazioni munite delle cedole (vaglia) non mature al pagamento.

Obbligazioni comprese in precedenti estrazioni, non ancora presentate pel rimborso.

1ª *emissione.*

592 712 791 1592 1687 2182 2547 3080
3112 3114 3491 3578 3624 3670 3798 4349
4453 4551 4589 5148 5711 6349 6454 7818
7824 8036 8347 8491 8658 9875 10061 10128
10534.

2ª *emissione.*

378 392 2199 2419 2425 2810 3888 3928
4220 4397 5207 5456 6286 6580 7247 7399
7726 7858 8357 8809 9136 9185 9601 10098
10574 10627 10770 10833 10917 11002 11133 11518
11578 12360 12554 12998 14032 14050 14642 15852

Firenze, il 15 dicembre 1871.

Il Direttore Capo della 3ª Divisione
SINDONA.

Per il Direttore Generale
L'Ispettore Generale: G. GASBARRI.

CASSA DEI DEPOSITI E DEI PRESTITI
presso la Direzione Generale del Debito Pubblico.
(3ª pubblicazione)

In conformità delle disposizioni concernenti la esecuzione della legge 17 maggio 1863, numero 1270, si deduce a pubblica notizia, per norma di chi possa avervi interesse, che essendo stato dichiarato lo smarrimento della ricevuta di deposito infradesignata, ne sarà, ove non siano presentate opposizioni, rilasciata la corrispondente dichiarazione appena trascorsi sei mesi dal giorno in cui avrà luogo la prima pubblicazione del presente, la quale sarà per tre volte ripetuta ad intervallo di un mese.

Ricevuta n. 16073 emessa dal cessato fondo di ammortizzazione del Monte Lombardo, rappresentante il deposito di lire 1296 30, fatto dalli Dolara Vincenzo e Bernasconi Giovanna fu Gherardo, vedova di Giovanni Dolara fidejubente questa in parte del suddetto Dolara Vincenzo, assistente al dazio consumo murato di Cremona.

Firenze, 17 ottobre 1871.

Per il Direttore Capo di Divisione
M. GIACHETTI.

Visto, *per il Direttore Generale*
CERESOLE.

CASSA DEI DEPOSITI E DEI PRESTITI
presso la Direzione Generale del Debito Pubblico.

In conformità al disposto dell'articolo 31 del R. decreto regolamentario 31 marzo 1864, numero 1725, per la esecuzione della legge 24 gennaio stesso anno, numero 1636, sull'affrancamento di canoni, censi ed altre prestazioni dovute ai corpi morali, si deduce a pubblica notizia, per norma di chi possa avervi interesse, che, essendo stato dichiarato smarrito il certificato di affrancazione infradesignato, sarà rilasciato altro corrispondente titolo, ove non siano state fatte opposizioni un mese dopo la pubblicazione del presente, e resterà di nessun effetto il certificato precedente.

Certificato n° 1429, rilasciato dalla soppressa Cassa dei depositi e dei prestiti di Palermo, per l'annualità di centesimi dieci a favore del Demanio dello Stato, rappresentante l'abolita Compagnia di Gesù di Palermo, per parte di canone diretto dovuto su stabili in Misilmeri, come da atto stipulato presso il notaio Ferdinando Milana Tolentino il 30 settembre 1867.

Firenze, 14 dicembre 1871.

Per il Direttore Capo di Divisione
M. GIACHETTI.

Per il Direttore Generale
L'Ispettore Generale: GALLETTI.

PARTE NON UFFICIALE

DIARIO

La *Provinzial Correspondenz* di Berlino, discorrendo di quel brano del messaggio del signor Thiers, che è relativo all'assassinio di soldati tedeschi, scrive: « Le parole del presidente della Repubblica francese attestano di bel nuovo la chiarezza e la rettitudine di giudizio, con cui egli apprezza le condizioni presenti della Francia, non meno che la sua ferma risoluzione di far prevalere ai giudizi meno ponderati e più appassionati le proprie convinzioni riguardo a quello che presentemente hassi ad operare in Francia. La ripetuta e franca dichiarazione, che la Francia non verrà meno alla sua parola data solennemente, può essere accettata come una nuova testimonianza della determinata e leale volontà che il governo francese ha di far rispettare definitivamente l'opera di pace. »

I giornali parigini ci son giunti coll'analisi del discorso pronunziato venerdì scorso dal signor Thiers in seno alla Commissione di iniziativa circa il ritorno dell'Assemblea a Parigi.

I principali argomenti messi in campo dal presidente della Repubblica francese per una soluzione affermativa della questione possono compendiarsi come segue:

Parigi fu dalla monarchia e dal tempo costituita centro supremo e naturale della Francia. È a Parigi che convengono come a meta necessaria così i provinciali come i forestieri. Ivi sono tutti gli istituti più importanti, la Borsa, la Banca, la prefettura di polizia. Per invigilare il movimento finanziario del pari che il movimento politico è indispensabile trovarsi a Parigi. Ivi è anche il centro giudiziario poichè vi risiede la Corte Suprema del paese, la Corte di cassazione. In una parola Parigi è il centro dell'azione e del pensiero della Francia.

Voler rimanere a Versaglia è una inconseguenza. Si vuole che il governo eserciti perennemente una vigilanza indefessa. Ciò è impossibile finchè si rimane a Versailles.

In Francia tutto deve esser fatto rapidamente. La Francia è la nazione meno longanime; essa perciò ha bisogno maggiore di essere molto governata. Il governo finchè risiede a Versailles non ha mezzo di supplire a questo bisogno.

Così è necessario che il prefetto di polizia sia vicino al capo del potere esecutivo; gli ordini e gli avvisi di cui il prefetto medesimo può aver bisogno da un momento all'altro non ponno trasmettersi con sufficiente rapidità ed efficacia fino a che tra di esso ed il governo interceda la distanza che corre fra Parigi e Versailles.

Il governo si assomiglia per più di un aspetto ad un cocchiere il quale, per ben guidare la sua carrozza, convien che si trovi a cassetta. Le redini si tengono e si maneggiano male a distanza.

In materia di finanze i pericoli e le sorprese non saprebbero evitarsi sempre senza poter conferire ad ogni momento col direttore del movimento dei fondi e col governatore della Banca di Francia, a fine di conoscere la situazione delle risorse od i bisogni del tesoro.

Sotto il punto di vista diplomatico si vede che in ciò, come per tutto il resto, le informazioni conviene che sieno rapide. Importa di essere senza ritardo informati di quel che succeda presso le potenze estere. Il vecchio mondo è un po' scombugliato per le scosse che ha subite da qualche tempo. Quindi la necessità di essere tenuti al corrente degli atti della diplomazia.

È un volersi porre in contraddizione coll'ordine presente delle cose il non comprendere le ragioni che militano a favore del ritorno a Parigi.

Pericoli a ritornare non ce ne sono. Quando poi ve ne fossero, il signor Thiers è convinto che la Camera si recherebbe ad onore di essere la prima ad affrontarli. Non vi è nulla di seriamente temibile in questo momento dalle condizioni di spirito della popolazione parigina. Per ogni evento basterà fare una legge destinata a rassicurare i timidi i quali continuano a respingere l'idea del ritorno. Basterà interdire ogni assembramento per una certa distanza attorno alla residenza dell'Assemblea. Nuove avventure non sono da temersi, poichè è ben certo che questa volta il partito dell'ordine non esiterebbe a scendere in istrada all'oggetto di prestar mano forte al governo scelto dal paese.

Si aggiunga che restando a Versaglia si impedisce alla fiducia di rinascere. Qual fiducia debbesi avere nel governo francese se esso non ha manco l'ardimento di rientrare nella sua capitale?

Deve anche notarsi che continuando a rimanere a Versaglia si fanno pullulare nella cittadinanza parigina dei sentimenti deplorevoli. Tutte le relazioni ne fanno testimonianza. Il malcontento dei parigini appalesce dalle loro astensioni quando si tratta di votare. E il commercio anch'esso si lagna dell'assenza del governo. Bisogna non perder tempo a profittare delle disposizioni sommesse ed oneste delle classi popolane ed operaie. La legge sulle coalizioni non è buona. Se l'Internazionale trova molti seguaci ciò devesi attribuire alla promessa che essa fa di un aumento dei salari.

Se potè avvenire il 18 marzo ciò si deve perchè la Guardia nazionale non era disarmata e non vi era esercito. Col ritorno dell'Assemblea a Parigi saranno finite le mene di un partito che tenta di annientare la gran città.

E poi, non è egli vero che quello che non si facesse adesso lo si dovrebbe fare tra cinque o sei mesi, durante il qual periodo di tempo non farebbe che irritarsi e stancarsi maggiormente lo spirito dei Parigini?

Non è Parigi che finora ha rovesciati i governi. La ragione della caduta di questi si fu la mancanza dell'appoggio della pubblica opinione del paese. Le rivoluzioni non avvengono per soli fatti accidentali. Esse sono sempre l'effetto di cause generali.

In ordine al commercio il signor Thiers si dolse di vedere che la Francia continui ad essere il paese del buon mercato. È un sistema che può essere praticato senza inconvenienti in Inghilterra; ma i prodotti della industria francese hanno da essere sempre eccellenti e ad alto prezzo. Bisogna, disse il signor Thiers, ovviare al pericolo che la moda abbandoni Parigi e si rifugi a Berlino. Non devesi dimenticare che la Francia si trovò alla testa delle nazioni dall'epoca della battaglia di Rocroy. La Francia sarebbe perduta il giorno che Parigi cessasse di essere la città del mondo. Parigi non è colpevole de' disastri dei quali non è stata causa, ma teatro.

Dopo che il signor Thiers ebbe finito di parlare, il signor Casimiro Périer dichiarò che tutto il gabinetto è unanime nel dividerne le opinioni, ed il signor Thiers aggiunse la preghiera che la Commissione di iniziativa non avesse a deliberare sul grave argomento senza prima avere ascoltato un'altra volta il capo del potere esecutivo.

Il generale russo Trepow, aiutante di campo dello czar Alessandro e gran maestro della polizia, aveva preso l'iniziativa per promuovere l'istituzione di conferenze popolari. Ora la *Gazzetta dell'Accademia*, giornale di Pietroburgo, scrive che gli sforzi del generale Trepow sortirono un buon esito, e che una Commissione fu nominata per istudiare la maniera di eseguire questo progetto. La suddetta Commissione, presieduta dal ministro della guerra, secondo che dice il citato giornale, è composta dei ministri dell'interno e dell'istruzione pubblica, del direttore in capo delle scuole militari, del gran maestro di polizia di Pietroburgo (Trepow), e d'un alto funzionario della terza sezione della cancelleria particolare di S. M. l'imperatore.

Nel *Messaggiere d'Odessa* leggesi che in quella città si è fatto lo sperimento della rapidità delle comunicazioni telegrafiche col Giappone. Un abitante di Odessa spedì a Nagasaki un dispaccio diretto a suo figlio, ufficiale di marina a bordo di un vapore russo da guerra. Il dispaccio partì da Odessa il 16 novembre alle ore nove e un quarto del mattino, e la risposta fu ricevuta nel giorno 18 alle ore sette della sera. Il telegramma di Nakasaki portava la data del 17, ore nove e quaranta minuti del mattino.

Camera dei Deputati.

La Camera nella tornata di ieri approvò a scrutinio segreto i disegni di legge, già discussi precedentemente, che riguardano i bilanci di prima previsione pel 1872 dei Ministeri degli Affari Esteri, di Grazia e Giustizia, delle Finanze, della Guerra e della Marina. Quindi proseguì e terminò la discussione del bilancio di prima previsione pel 1872 del Ministero della Pubblica Istruzione, di alcuni capitoli del quale ragionarono i deputati Greco-Cassia, Interlandi, Fano, D'Ayala, San Donato, Michelini, Del Zio, Rasponi Gioachino, Macchi, Bertani, il Ministro della Istruzione Pubblica e il relatore Bonghi. Cominciò infine la discussione del bilancio del detto esercizio del Ministero di Agricoltura e Commercio; che diede argomento ad osservazioni dei deputati Tubi, Cucchi, De Blasiis, Bertea, Michelini, Pissavini, Finzi, Griffini: ad alcune delle quali risposero il relatore Torrigiani, e i Ministri di Agricoltura e Commercio, delle Finanze e dell'Interno.

Nella nota de' disegni di legge, presentati dal Ministro delle Finanze nella seduta in cui espose le condizioni finanziarie dello Stato, fu ommesso quello *della libertà delle Banche.*

INTENDENZA DI FINANZA IN ROMA.
Officio di stralcio del Debito Pubblico Romano.

Avvicinandosi l'epoca in cui per disposizione di legge ha termine il cambio dei titoli del consolidato romano sì nominativo che al portatore, si crede opportuno per facilitare il cómpito dei richiedenti di adottare le seguenti misure.

Incominciando dal giorno 20 del corrente mese ogni richiedente potrà eseguire per tre sole dichiarazioni la consegna dei titoli ed ottenere in cambio la ricevuta (*bolletta*). Potrà consegnare però anche quel maggior numero, che avrà di dichiarazioni, ma senza i relativi titoli.

Dal giorno 28 a tutto il 31 poi del corrente mese tutti i richiedenti indistintamente consegneranno soltanto le dichiarazioni di cambio senza che vi siano annessi i titoli. Si avverte che le dichiarazioni dovranno contenere la regolare descrizione dei titoli stessi, non che la firma e la indicazione del domicilio dell'interessato.

Nei primi giorni di gennaio 1872 tutti coloro, i quali avranno presentato le sole domande o dichiarazioni di cambio a tutto il giorno 31 del precedente mese di dicembre, saranno avvisati a domicilio di recare i titoli relativi alle predette domande; e purchè non tardino oltre il 15 gennaio 1872 a produrli non andranno soggetti a caducità.

Dall'Intendenza suddetta questo dì 18 dicembre 1871.

L'Intendente: CARIGNANI.

(NB. Si pregano gli altri giornali del Regno di riportare il presente avviso).

AMMINISTRAZIONE DEL LOTTO PUBBLICO.
DIREZIONE COMPARTIMENTALE DI VENEZIA.
Avviso di concorso.

Resosi vacante il Banco del lotto n. 44 in Verona, provincia di Verona, il quale, in base ai risultati dell'ultimo triennio, diede la media proporzionale di annue lire 4500 di aggio lordo, ne viene aperto il concorso a tutto il giorno 31 dicembre 1871.

Ogni aspirante dovrà far pervenire a questa Direzione, entro il termine di cui sopra, la propria domanda in bollo di regola, corredata della dichiarazione di essere pronto a prestare quella malleveria in titoli del Debito Pubblico del Regno d'Italia che verrà determinata dalla competente autorità superiore, e dei documenti pure in carta da bollo, comprovanti tanto i requisiti voluti dall'art. 135 del regolamento sul lotto approvato con decreto Reale 9 giugno 1870, n. 5708, quanto i titoli che militar potessero a di lui favore.

Si fa però avvertenza che nel conferimento del detto Banco, pel disposto dell'art. 136 del ricordato regolamento, sarà data la preferenza:

a) Ai pensionati a carico dello Stato, purchè rinunzino al godimento della pensione;

b) Agli impiegati in disponibilità od in aspettativa colla cessazione dell'assegno relativo;

c) Ai ricevitori dei Banchi di minor importanza che ne facessero ricerca.

Concorrendo simultaneamente pensionati ed impiegati in disponibilità od in aspettativa, la preferenza sarà accordata secondo i criterii stabiliti dal R. decreto 19 febbraio 1871.

Gli obblighi dei ricevitori del lotto sono determinati dai Reali decreti 5 novembre 1863, n. 1534, 11 febbraio 1866, n. 2817, e dal regolamento 9 giugno 1870 sopraccitato.

Venezia, addì 7 dicembre 1871.

Per il Direttore: A. VESUTO.

Dispacci elettrici privati
(AGENZIA STEFANI)

Pera, 17.

Un comunicato officiale dice che il bilancio presenterà un disavanzo soltanto di mezzo milione di lire. Il governo non volle farsi illusioni, ma ravvisare la realtà in tutta la sua estensione, in guisa che ogni rendita ipotetica fu accuratamente lasciata fuori.

Il bilancio sarà pubblicato prima di marzo.

Vienna, 18.

La Gazzetta ufficiale pubblica la nomina del conte Karoly ad ambasciatore straordinario d'Austria presso l'Imperatore di Germania.

Londra 18.

Il principe di Galles passò una notte tranquilla. Il miglioramento continua in modo soddisfacente.

Versailles, 18.

Seduta dell'Assemblea nazionale. — Brunet domanda perchè i principi d'Orleans non intervengano alle sedute dell'Assemblea.

Il ministro dell'interno, in nome di Thiers, dice che il presidente della Repubblica non credette possibile di svincolare i principi dagl'impegni presi non solo verso di lui, ma anche verso la Commissione dell'Assemblea. Soggiunge che Thiers, per quanto lo concerne, rinunzia di valersi di questi impegni.

Segue una lunga ed animata discussione.

L'Assemblea approva con 646 voti contro 2 il seguente ordine del giorno:

« L'Assemblea, considerando che non deve prendere alcuna responsabilità, nè emettere una opinione sopra impegni ai quali non prese parte, passa all'ordine del giorno. »

Chiusura della Borsa di Firenze — 19 dicembre.

	18	19
Rendita 5 0/0	73 95	75 07 1/2
Napoleoni d'oro	21 52	21 59
Londra 3 mesi	27 17	27 22 1/2
Francia, a vista	106 25	106 50
Prestito Nazionale	85 47 1/2	85 55
Azioni Tabacchi	745 50	748 —
Obbligazioni Tabacchi	510 —	518 —
Azioni della Banca Nazionale	3525 —	3600 —
Ferrovie Meridionali	444 —	457 50
Obbligazioni id.	206 —	209 —
Buoni Meridionali	— —	— —
Obbligazioni Ecclesiastiche	85 55	85 40
Banca Toscana	1828 1/2	1824 75

Borsa eccellente.

Borsa di Londra — 18 dicembre.

	16	18
Consolidato inglese	92 3/8	92 5/8
Rendita italiana	65 1/4	66 7/8
Lombarde	— —	— —
Turco	48 5/8	49 1/8
Spagnuolo	33 1/4	33 3/8
Tabacchi	— —	— —

Borsa di Vienna — 18 dicembre.

	16	18
Mobiliare	322 90	323 80
Lombarde	201 80	203 70
Austriache	395 —	395 —
Banca Nazionale	810 —	808 —
Napoleoni d'oro	9 32 1/2	9 30 1/2
Cambio su Londra	117 60	117 30
Rendita austriaca	68 80	69 15

Borsa ferma.

Borsa di Parigi — 18 dicembre.

	16	18
Rendita francese 3 0/0	56 45	56 45
Rendita francese 5 0/0	91 70	91 75
Rendita italiana 5 0/0	68 —	68 95
Ferrovie Lombardo-Venete	440 —	455 —
Obbligazioni Lombardo-Venete	250 —	252 —
Ferrovie romane	132 —	135 —
Obbligazioni romane	179 —	181 —
Obbligaz. Ferrovie Vitt. Em. 1863	190 50	194 50
Obbligaz. Ferrovie Meridionali	194 —	197 —
Consolidati inglesi	— —	— —
Cambio sull'Italia	4 3/4	6 —
Credito mobiliare francese	— —	— —
Obbligaz. della Regia Tabacchi	490 —	480 —
Azioni id. id.	715 —	712 50
Londra, a vista	25 79	25 75
Aggio dell'oro per mille	15 —	13 —
Prestito	— —	— —

Borsa ferma.

Borsa di Berlino — 18 dicembre.

	16	18
Austriache	223 3/4	225 —
Lombarde	115 1/4	117 —
Mobiliare	182 1/2	183 1/8
Rendita italiana	63 1/4	64 5/8
Tabacchi	— —	— —

Borsa molto ferma ed animata.

TELEGRAMMA METEOROLOGICO

Roma, 18 dicembre.

Il barometro cala in Francia e torna a rialzarsi in Sicilia. I venti di Nord-Est, che questa mattina soffiano forti in vari porti, tendono a moderarsi ed a divenir deboli.

742 mm. Nairn; 55 Valentia ed Edimburgo; 65 Penzance, Londra e Groningue; 70 Lorient, Bruxelles, Vienna, Lione e Madrid.

In Roma bellissima giornata con barometro ascendente. Questa mattina, 19 dicembre, il termometro centigrado è disceso due gradi e mezzo sotto lo zero.

MINISTERO DELLA MARINA.
UFFICIO CENTRALE METEOROLOGICO.

Firenze, 18 dicembre 1871.

La corrente polare domina esclusivamente in tutta l'Italia, ed è molto forte nell'Italia inferiore. Il mare è mantenuto grosso da Ancona al Capo Passaro, agitato nel rimanente del Jonio; è pure agitato in alcuni punti del Mediterraneo. Burrasche di terra e di mare a Malta. Cielo sereno su tutta la Penisola, coperto con scarse pioggie in alcuni paesi della Sicilia. Le pressioni barometriche sono stazionarie nel Nord e sono cresciute da 1 a 8 mm. dal centro al Sud d'Italia. La temperatura minima è stata di 10 gradi sotto zero ad Aosta, di 8 a Moncalieri, di 3 a Camerino e di un grado e mezzo ad Urbino. Il barometro abbassa leggiermente in Francia e in Spagna. La corrente polare andrà scemando di forza, e il bel tempo si estenderà anche in Sicilia.

FEA ENRICO, Gerente.

ROMA — Tipografia EREDI BOTTA
via dei Lucchesi, n. 4.

LISTINO UFFICIALE DELLA BORSA DI COMMERCIO DI ROMA
19 *dicembre* 1871

CAMBI	GIORNI	LETTERA	DENARO
Genova	30	— —	—
Napoli	30		
Livorno	30	— —	—
Firenze	30	—	
Venezia	30	99 60	— —
Milano	30	— —	
Ancona	30	—	
Bologna	30	— —	
Parigi	90		—
Marsiglia	90	105 12	104 62
Lione	90	—	— —
Londra	90	27 15	27 05
Augusta	90		
Vienna	90	— —	— —
Trieste	90		
		Marenghi d'oro da 20 fr.	— —

VALORI	GODIMENTO	VALORE NOMINALE	CONTANTI
Rendita italiana 5 0/0	1 luglio 71	—	76 —
Consolid. Romano 5 0/0	»		75 60
Imprestito Nazionale	1 ottob. 71	—	85 50
Detto piccoli pezzi	»		86 —
Obblig. Beni Eccles. 5 0/0	»	—	— —
Certificati sul Tesoro 5 0/0	1 ottob. 71	537 50	502 —
Detti Emissione 1860-64	»	—	70 —
Detti concambiati	»	—	70 —
Prestito Romano, Blount	»	—	68 60
Detto Rothschild	1 dicemb. 71	— —	69 —
Banca Nazionale italiana	1 luglio 71	1000	3500 —
Banca Nazionale Toscana	1 gennaio 71	1000 —	1805 —
Banca Romana	1 luglio 71	1000 —	1491 —
Banca Generale		— —	581 —
Azioni Tabacchi	»	500	— —
Obbligazioni dette 6 0/0	»	500	— —
Strade Ferrate Romane	1 ottobre 65	500	144 —
Obbligazioni dette	1 luglio 71	500	187 —
Strade Ferrate Meridionali	»	500	— —
Buoni Merid. 6 0/0 (oro)	»	500 —	— —
Società Romana delle Miniere di ferro		537 50	110 —
Società Anglo-Romana per l'illuminazione a Gas	1 luglio 71	500	632 —
Gas di Civitavecchia	»	500 —	430 —
Pio Ostiense	»	430	95 —
Società pe' terreni di Roma, per ogni azione versate lire 150	»	500 »	685 »

Visto: *Il Deputato di Borsa*
GIUSEPPE RIGACCI.

OSSERVATORIO DEL COLLEGIO ROMANO
Addì 18 *dicembre* 1871.

	7 antim.	Mezzodì	3 pom.	9 pom.	*Osservazioni diverse*
Barometro	765 7	766 8	768 1	769 1	(Dalle 9 pom. del giorno prec. alle 9 pom. del corrente)
Termometro esterno (centigrado)	0 8	8 0	9 6	2 4	TERMOMETRO
Umidità relativa	59	46	37	68	Massimo = 9 7 C. = 7 7 R.
Umidità assoluta	3 13	3 71	3 31	3 59	Minimo = 0 8 C. = 0 6 R.
Anemoscopio	N. 1	N. 3	N. 4	N. 0	
Stato del cielo	10. belliss.	10. bello	10. bello	10. belliss.	

SOCIETA ANONIMA
PER LA FABBRICAZIONE DELLO ZUCCHERO IN ITALIA

costituitasi in base alla legge 21 giugno 1869

e sotto gli auspicii della Banca Agricola Romana

La sottoscrizione delle azioni di questa Società, avendo raggiunta la proporzione stabilita dall'art. 135 del Codice di commercio del Regno d'Italia e dall'art. 7 dello statuto sociale, per poter dar principio alle sue operazioni e specialmente allo immediato impianto della fabbrica di zucchero in Rieti, il Consiglio di amministrazione, in ossequio alle disposizioni del Codice medesimo e specialmente del successivo articolo 136, ed in forza di deliberazione presa nella seduta del 1° del corrente mese, convoca gli azionisti in assemblea generale col seguente

ORDINE DEL GIORNO.

1. Accertamento del capitale sottoscritto e del fondo di cassa.
2. Nomina di un consigliere per completare il Consiglio di Amministrazione in base all'art. 27 dello statuto sociale.
3. Provvedimenti diversi.
4. Approvazione del bilancio preventivo per l'anno 1872.

L'assemblea avrà luogo in Roma, alle ore 12 meridiane del giorno 11 gennaio 1872, nel locale della sede della Società, palazzetto Sciarra al Corso, 2° piano.

A tenore degli art. 47 e 56 del detto statuto sociale gli azionisti per poter intervenire all'assemblea devono depositare alla Cassa della Società i titoli delle azioni un giorno prima dell'adunanza, ritirando un certificato che servirà per l'ammissione personale all'adunanza stessa. Si avverte che a seconda dell'articolo 56 dello statuto suddetto conviene possedere tre azioni per avere voto deliberativo.

Qualunque azionista od interessato desiderasse avere visione dello statuto sociale ed ottenere schiarimenti e dichiarazioni, potrà da oggi al giorno precedente all'adunanza rivolgersi in persona o per lettera alla Direzione della Società, la quale darà tutte le necessarie informazioni.

Il Consiglio di Amministrazione

Conte Guido di Carpegna, *Presidente.*
Antonio Petri, Roberto Wedekind — *Vicepresidenti*
De Galvagni cav. Ernesto, Laschi Maurizio, Petrini Lodovico, sindaco di Rieti, Vincentini Ippolito — *Consiglio*
5323 Francesco Maria march. Degli Azzi Vitelleschi, *Segretario.*

SOCIETÀ ITALIANA
PER LE
Strade Ferrate Meridionali

I signori portatori dei *buoni in oro* sono avvertiti che dalle sottoindicate Casse a partire dal 1° gennaio 1872 sarà pagata la cedola n. 4 di L. 15 in oro pel semestre interessi scadente il 31 corrente dicembre, e che i buoni estratti il 1° ottobre p. p. saranno rimborsati in L. 500 in oro dalle Casse stesse, cioè:

A *Firenze*, presso la Cassa Centrale dell'Amministrazione.
» *Napoli*, presso la Cassa Succursale id.
» *Milano*, presso Giulio Belinzaghi.
» *Torino*, presso la Società Generale di Credito Mobiliare Italiano.
» *Genova*, presso la Cassa Generale.
» *Livorno*, presso M. A. Bastogi e Figlio.
» *Parigi*, presso la Banque de Paris.
» *Ginevra*, presso la Banque de Crédit e Dépôt des Pays-Bas.

Firenze, 12 decembre 1871.

5260 **La Direzione Generale.**

SOCIETÀ ITALIANA
PER LE
Strade Ferrate Meridionali

Si notifica ai signori azionisti che a partire dal 1° gennaio 1872 si pagheranno gl'interessi semestrali maturanti il 31 corrente dicembre

in L. 12 50 per ciascuna azione

contro presentazione della cedola n. 3 (XVIII^a dei certificati provvisorii) a Firenze, Napoli, Livorno, Genova, Torino, Milano, Venezia, Parigi, Ginevra, Londra, alle solite Casse ed in queste tre ultime piazze, al cambio che sarà ulteriormente fissato.

Parimenti col 1° gennaio prossimo cesseranno d'esser fruttifere e saranno rimborsate, unicamente presso l'Amministrazione Centrale della Società in Firenze, le azioni estratte al 2° sorteggio del 15 corrente.

Ogni possessore di azione estratta riceverà la cartella di godimento al portatore di cui all'articolo 54 degli statuti sociali.

Firenze, 12 decembre 1871.

5261 **La Direzione Generale.**

FERROVIE DELL'ALTA ITALIA

Linea da Cavallermaggiore ad Alessandria.

AVVISO.

Si rende noto [illegible] statuto della Società per le ferrovie del Monferrato, il giorno 15 gennaio 1872, alle ore 2 pom., in una delle sale, padiglione nord-ovest della stazione di Torino, Porta Nuova, avrà luogo in seduta pubblica, e colle formalità consuete, la sesta estrazione a sorte delle obbligazioni della strada ferrata da Cavallermaggiore ad Alessandria.

La quantità delle obbligazioni da ammortizzarsi nell'anno 1872 è di n. 63, ed il relativo rimborso avrà luogo alla pari in valuta legale a cominciare dal giorno 1° luglio 1872.

Torino, 5 dicembre 1872.

5201 **La Direzione Generale.**

L'INTENDENZA DI FINANZA IN COSENZA

Avvisa

Che venne dichiarato lo smarrimento del buono della data 26 maggio 1871, n. 48, per la somma di L. 143 35, emesso dalla suindicata Intendenza pel mandato a disposizione, cap. 124, n. 106/39, a favore del sindaco di San Giovanni in Fiore, per restituzione di tassa di bollo per le marche rimaste in bianco sui registri dello stato civile degli anni 1869 e 1870.

Chiunque avesse rinvenuto il suindicato buono è invitato a farlo pervenire subito a quest'Intendenza per essere consegnato alla parte.

Cosenza, 10 dicembre 1871.

5278 *Per l'Intendente:* PALUMBO.

INTENDENZA DI FINANZA
DELLA PROVINCIA DI BASILICATA

Avviso per miglioria.

Nell'incanto tenuto addì 14 dicembre 1871 nell'ufficio dell'Intendenza di finanza è stato deliberato, per mancanza di concorrenti, l'appalto della riscossione dei dazi consumo governativi nei comuni aperti del circondario di Melfi al signor Padula Biagio per l'offerto canone di lire 28,300.

Si fa noto pertanto che il termine utile per presentare l'offerta d'aumento non minore del ventesimo sull'indicato prezzo di deliberamento andrà a scadere alle ore 12 meridiane del giorno 19 dicembre 1871, e che la offerta medesima sarà ricevuta in questa Intendenza insieme alla prova dell'eseguito deposito del decimo della somma offerta per garentia della medesima.

Potenza, 14 dicembre 1871.

5325 *L'Intendente:* CASTAGNINO.

SOCIETÀ ANONIMA DELLA STRADA FERRATA VIGEVANO-MILANO

L'Amministrazione della Società rende noto che a termini degli articoli 57 dello statuto sociale e 2 del piano di creazione delle obbligazioni, la 4^a estrazione a sorte semestrale per la designazione delle serie da ammortizzarsi delle obbligazioni stesse in conformità al detto piano ed alla tabella annessa alle medesime, verrà pubblicamente eseguita il giorno di mercoledì 20 corrente mese, presso la sede dell'Amministrazione in via Torino, n. 57, alle ore 12 meridiane.

Le obbligazioni appartenenti alla serie il cui numero sarà stato estratto, e del quale verrà data pubblicazione, saranno rimborsate al loro valore nominale di lire cinquecento a partire dal giorno 5 gennaio p. v. alla cassa della Società presso la locale Banca Popolare, e cesseranno conseguentemente dal 1° di detto mese d'essere fruttifere nel caso di non presentazione.

In tale occasione poi si procederà pure nel locale medesimo all'abbruciamento dei certificati interinali delle azioni, stati ritirati nel concambio, delle obbligazioni ammortizzate finora e state presentate pel rimborso, nonchè delle cedole d'interessi delle obbligazioni medesime, estinte.

Milano, dall'ufficio della Società, 10 dicembre 1871.

Il Dirigente l'Ufficio d'Amministrazione
5227 Rag. E. LUCHINI.

INTENDENZA MILITARE DELLA DIVISIONE DI PADOVA

AVVISO D'ASTA.

Si notifica che l'incanto tenutosi li 14 andante per la provvista di 10000 quintali di grano per l'ordinario servizio del pane alle truppe, essendo rimasto deserto per una parte di quintali 4000, si procederà nel giorno 22 dicembre corrente, alle ore 1 pomeridiane, nell'ufficio suddetto, sito in Borgo Rogati, al civico numero 2229, avanti l'intendente militare di questa divisione, ad un secondo appalto col mezzo dei pubblici incanti ed a partiti segreti per la rimanente provvista di

Frumento occorrente pel panificio militare di Padova.

L'appalto sarà diviso in 40 lotti come segue:

Designazione dei magazzini ai quali deve essere consegnato il grano	Grano da provvedersi: Qualità del genere	Grano da provvedersi: Quantità totale (Quintali)	Num. dei lotti	Quantità per cadun lotto (Quintali)	Prezzo per ogni quintale	Somma per cauzione di cadun lotto	Rate uguali di consegna	Tempo utile per le consegne
Padova	Nostrale	4000	100	100	»	L. 200	3	La consegna della prima rata dovrà effettuarsi entro 10 giorni a partire da quello successivo alla data dell'avviso d'approvazione del contratto. Le altre due rate si dovranno egualmente consegnare in 10 giorni, coll'intervallo pure di 10 giorni dopo l'ultimo del tempo utile tra una consegna e l'altra.

Il grano dovrà essere del raccolto dell'anno 1871, conforme al campione esistente presso quest'Intendenza, ed avente un peso netto effettivo per ettolitro, misura di rigore, non minore di chilogrammi 75.

Il prezzo normale di massima s'intende stabilito in L. 34 per quintale, il quale verrà poi a trovarsi modificato, secondo le condizioni dei mercati, dal maggiore o minore ribasso che sarà segnato nella scheda segreta del Ministero.

I capitoli d'appalto tanto generali che parziali sono visibili nell'ufficio d'Intendenza militare suddetto e negli altri uffici d'Intendenza militare del Regno.

Gli accorrenti potranno fare offerte per uno o più lotti a loro piacimento, i quali saranno deliberati a favore di chi nell'offerta segreta avrà proposto un ribasso di un tanto per ogni cento lire maggiore o che risulti pari almeno a quello segnato nella scheda segreta del Ministero, che servirà per base dell'asta.

In questo secondo incanto si farà luogo a deliberamento qualunque sia il numero dei partitanti.

Nell'interesse del servizio il Ministero della guerra ha ridotto i fatali, ossia termine utile per presentare l'offerta di ribasso non inferiore al ventesimo, a giorni 5, decorribili dalle ore 12 meridiane precise (tempo medio di Roma) del giorno del provvisorio deliberamento.

Gli aspiranti all'impresa per essere ammessi a presentare i loro partiti dovranno rimettere all'ufficio d'Intendenza militare che procede all'appalto la ricevuta comprovante il deposito provvisorio fatto nelle Casse dei depositi e prestiti o nelle tesorerie provinciali della somma di lire 200 per ogni lotto per cui intendono fare offerta, che, per i deliberatari, sarà poi convertito in cauzione definitiva secondo le vigenti prescrizioni.

Qualora detti depositi vengano fatti col mezzo di cartelle del Debito Pubblico del Regno, tali titoli non saranno ricevuti che pel valore ragguagliato a quello del corso legale di Borsa della giornata antecedente a quella in cui verrà effettuato il deposito.

I partiti dovranno essere presentati su carta bollata da lire una, debitamente firmati e suggellati.

I partiti non suggellati o condizionati saranno respinti.

Sarà facoltativo agli aspiranti all'impresa di presentare i loro partiti suggellati a tutti gli uffizi d'Intendenza Militare. Di questi partiti però sarà tenuto conto solo quando arrivino a quest'Intendenza militare ufficialmente e prima della apertura della scheda suggellata, e siano corredati della ricevuta dell'effettuato deposito provvisorio.

Le spese tutte degli incanti e dei contratti, cioè di carta bollata, di copia, di diritto di cancelleria, di stampa, di pubblicazione degli avvisi d'asta e d'inserzione dei medesimi nella *Gazzetta Ufficiale* e negli altri giornali ed altre relative, sono a carico del deliberatario, come pure sono a suo carico le spese per la tassa di registro, giusta le leggi vigenti.

Padova, 14 dicembre 1871.

Per detta Intendenza Militare
5321 *Il Sottocommissario di Guerra:* PEYRON.

MUNICIPIO DI CIVITAVECCHIA

AVVISO D'ASTA.

Con atto di questo Consiglio comunale in data 17 decorso novembre, debitamente approvato, si è deliberato appaltare all'asta ai migliori offerenti i dazi comunali di consumo per tutto il venturo anno 1872, risultanti dalla tabella qui appiè riportata, dalla quale risultano ancora i prezzi di base per ciascun appalto.

Pertanto si notifica a tutti coloro che intendono esperimentarvisi, come nel giorno di lunedì 18 corrente decembre, alle ore 8 antimeridiane, in questa segreteria comunale, presiedendo l'ill.mo signor sindaco, si farà luogo al primo esperimento per gli appalti in parola.

L'asta si terrà col metodo della estinzione di candela a termini del regolamento approvato con R. decreto 4 settembre 1870.

Gli aspiranti dovranno depositare a titolo di garanzia il decimo dell'ammontare delle offerte, ovvero esibire cauzione di persona solidale e di piena soddisfazione del municipio. Dovranno pure depositare una congrua somma per le spese degli atti relativi che rimarranno ad esclusivo carico degli aggiudicatari.

Presso la detta segreteria sono ostensibili i relativi capitolati, oltre il regolamento comunale per la riscossione del dazio.

Da detto giorno 18 sino alle ore 11 ant. del successivo giorno 23 vi sarà termine utile a presentare nella segreteria stessa una offerta di aumento non inferiore al ventesimo del prezzo di aggiudicazione.

Per norma degli aspiranti si rende noto che a mente delle leggi in vigore sono ugualmente gravati dal dazio i generi che si consumano nella casa di condanna, nonchè nelle frazioni del comune di Civitavecchia, cioè Santa Marinella, Santa Severa e Palo; e che tutti gli articoli soggetti a dazio ed in essere al primo gennaio 1872, saranno gravati nelle proporzioni stabilite dalla tariffa qui appresso:

TARIFFA dei dazi di consumo e di vendita per la città e territorio di Civitavecchia.

DESIGNAZIONE DEI GENERI	Base	Dazio governativo L. C.	Dazio sopratassa comunale L. C.	TOTALE L. C.
BEVANDE.				
[illegible] in fusti	Ettolitro	4 »	2 »	6 »
Tassa di vendita	»	»	2 45	2 45
Vino del territorio	»	4 »	»	4 »
Vino di lusso in fusti	»	»	18 »	18 »
Vino in bottiglie	Una	» 05	» 025	» 075
Vino in fiaschi non eccedenti il litro	»	»	» 075	» 075
Vino in fiaschi eccedenti il litro	Ettolitro	»	6 »	6 »
Tassa di vendita	»	»	2 45	2 45
Alcool ed acquavite: sino a 59 gr. dell'alcoolometro di Gay Lussac	»	12 »	6 »	18 »
Alcool ed acquavite: a più di 59 gradi come sopra	»	20 »	2 40	22 40
Liquori in bottiglie di qualunque specie	Una	» 40	»	» 40
CARNI.				
Buoi e manzi	Capo	25 »	12 50	37 50
Vacche, tori, bufali e bufale	»	17 »	8 50	25 50
Vitelli: sopranno	»	14 »	7 »	21 »
Vitelli: sottanno	»	8 »	4 »	12 »
Majali	»	10 »	5 »	15 »
Agnelli, abbacchi, capretti, pecore, capre, castrati e montoni	»	» 30	» 15	» 45
Carne: macellata fresca in pezzi	Quintale	17 »	8 50	25 50
Carne: salata e strutto	»	17 »	5 50	22 50
FARINE.				
Farine di frumento e paste	»	1 60	» 40	2 »
Farine, pane e paste di ogni altra specie	»	1 »	» 50	1 50
OLII.				
Olio nazionale, vegetale ed animale	»	6 »	3 »	9 »
Olio del territorio	»	6 »	»	6 »
Olio minerale	»	3 »	1 50	4 50
COLONIALI.				
Zuccaro	»	6 »	3 »	9 »
Caffè, cacaos, pepe, cannella, cassia lignea, garofani, noce moscata, the, vainiglia	»	»	9 »	9 »
Paste dolci, confetture, cioccolata, canditi ed ogni altra composizione e preparazione con zuccaro	»	»	12 »	12 »

Dalla Segreteria municipale, li 13 dicembre 1871.

5328 *Il Segretario Capo:* Avv. ERNESTO BENEDETTI.

AVVISO DI CONCORSO.

Essendosi resa vacante la rivendita dei generi di privativa situata nel comune di Carrara al numero 5, la quale deve effettuare le leve dei generi suddetti dal magazzino di Massa, viene col presente avviso aperto il concorso pel conferimento della rivendita medesima da esercitarsi nella località suaccennata o sue adiacenze.

Lo smercio verificatosi nella suddetta rivendita nell'anno precedente fu

Riguardo ai tabacchi di . . . . . . L. 7,008 20
Riguardo al sale . . . . chil. 4,242 »
E quindi in complesso un reddito lordo di L. 967 13

L'esercizio sarà conferito a norma del Reale decreto 2 settembre 1871, n. 459 (Serie seconda).

Chi intendesse di aspirarvi dovrà presentare a questa Intendenza la propria istanza in bollo da 50 centesimi, corredata dal certificato di buona condotta, dagli attestati giudiziari e politici provanti che nessun pregiudizio sussiste a carico del ricorrente, e da tutti i documenti provanti i titoli che potessero militare a suo favore. I militari, gli impiegati e le vedove pensionati dovranno aggiungere il decreto dal quale emerga l'importo della pensione di cui sono assistiti.

Il termine del concorso è fissato il giorno quindici gennaio 1872. Trascorso questo termine le istanze presentate non saranno prese in considerazione, e verranno restituite al producente per non essere state presentate in tempo utile.

Le spese della pubblicazione del presente avviso e quelle per l'inserzione del medesimo nella *Gazzetta Ufficiale* e negli altri giornali a norma del menzionato decreto reale, si dovranno sostenere dal concessionario della rivendita.

5277 *Per l'Intendente:* Il Primo Segretario.

ESTRATTO DI DECRETO.
(1^a *pubblicazione*)

Francesco Pietro Giroux figlio ed erede de' furono suoi genitori Giroux Battista Nicola e Giovanna Thomas fu Zaccaria ne' sensi dell'articolo 89 del regolamento approvato con Real decreto degli 8 ottobre 1870, pel Debito Pubblico Italiano, rende di pubblica ragione come il tribunale di Napoli per le suddette due successioni ha emesso le due seguenti deliberazioni. La prima de' 24 ottobre 1871, così concepita:

Il tribunale deliberando in camera di consiglio sul rapporto del giudice delegato uniformemente alla requisitoria del Pubblico Ministero ordina che i certificati sotto i numeri 41825 e 66090, il primo di annue lire 1810 di rendita a favore di Giroux Giovanni Battista Nicola fu Giovan Battista vincolato a favore dell'Amministrazione Generale de' Dazii Indiretti per cauzione del soprascritto sotto la Ditta I. B. Giroux ed il secondo di annue lire cinque a favore di Giovan Battista Nicola fu Giovan Battista vincolato fino alla concorrenza di lire 4 75 a favore dell'Amministrazione Generale di Dazii Indiretti per cauzione del suddetto sotto la Ditta I. B. Giroux siano dalla Direzione Generale del Gran Libro del Debito Pubblico intestati a favore di Francesco Pietro Giroux fu Giovan Battista cogli stessi vincoli a favore dell'Amministrazione Generale de' Dazii Indiretti nel modo e tenore ivi riportati.

E la seconda deliberazione de' 24 novembre 1871, così concepita:

Il tribunale deliberando in camera di consiglio sul rapporto del giudice delegato uniformemente alla requisitoria del Pubblico Ministero nel ritenere nel richiedente Pietro Francesco Giroux la qualità di erede contestato dalla madre Giovanna Thomas fu Zaccaria, ordina che la partita di rendita di annue lire 1700 contenuta nel certificato del 30 settembre 1862 in testa alla detta Thomas Giovanna al numero 41823, sia dalla Direzione del Gran Libro trasferita in testa al nominato Pietro Francesco Giroux fu Giovan Battista Nicola.

Napoli, li 9 gennaio 1871.

5270 FRANCESCO PIETRO GIROUX.

ESTRATTO

dal registro di trascrizione delle deliberazioni emesse in camera di consiglio dal Tribunale Civile e Correzionale di Napoli.

(1^a *pubblicazione*)

Numero d'ordine 1540.

Sulla domanda del signor Carlo della Corte di Marino,

Il suddetto tribunale in seconda sezione ha disposto come appresso:

Il tribunale deliberando in camera di consiglio sul rapporto del giudice delegato, ordina che della rendita iscritta di annue lire centocinque contenuta nel certificato sotto il numero centoventunomila centosessantotto a favore di Maria Michela Mollo di Francesco Saverio e, per essa a Marino della Corte fu Michele di lei marito, vincolata per dote, sia dalla Direzione del Gran Libro per mezzo dell'agente di cambio signor Palmerindo de Monaco all'uopo delegato tramutato in cartella al portatore che consegnerà al signor Carlo della Corte di Marino.

Così deliberato dai signori cavalier Leopoldo de Luca vicepresidente, col titolo e grado di consigliere di Corte d'appello, cavalier Nicola Palumbo e Giacomo Marini giudici.

Il dì 4 dicembre mille ottocento settantuno.

Firmati: Leopoldo de Luca — C. Battista vicecanc.

Li 15 dicembre 1871.

Per estratto conforme
Pel cancelliere del tribunale
5271 A. DI NATALE, vicecanc.

ESTRATTO DI DECRETO.
(1^a *pubblicazione*)

Con ordinanza del giorno 23 ottobre 1871 dell'ecc.mo tribunale di Roma, secondo periodo feriale, sulla istanza avanzata dai signori Angelica Giustiniani vedova Morichini, e Pietro, Enrico, Teopista e Clelia Morichini, furono autorizzati i medesimi a concambiare presso l'Amministrazione del Debito Pubblico n. 2 cartelle di consolidato, già intestate al fu Giovanni Morichini, l'una di rendita di scudi 4, e l'altra di scudi 1, con rendita proporzionata intestata a loro nome. Si deduce ciò a pubblica notizia per tutti gli effetti di ragione e di legge.

5273 PIETRO MARCUCCI, amm.

ESTRATTO DI DECRETO.
(1^a *pubblicazione*)

La seconda sezione del tribunale civile di Napoli nel dì 30 ottobre 1871 ha ordinato alla Direzione del Gran Libro, che i due certificati di rendita sotto i numeri 150913 e 98556, il primo di lire 790 ed il secondo di lire 1000, entrambi in testa al signor Mangoni Antonio fu Nicola ora defunto, sieno intestati a favore di Mangoni Arduino fu Antonio, unico erede.

Napoli, 9 dicembre 1871.

5245 ARDUINO MANGONI fu ANTONIO.

ESTRATTO DI DECRETO.
(1^a *pubblicazione*)

Il regio tribunale civile di Roma, seconda sezione, in camera di consiglio ha emanato la seguente ordinanza:

Autorizza la Direzione Generale del Debito Pubblico ad intestare nei nomi di Giovanni, Clotilde e Beatrice Azzurri del vivente Alessandro, domiciliati in Roma, le tre cartelle intestate già alla loro genitrice defunta Maddalena Grimaldi, l'una della rendita di scudi 67 50 annui al numero 46274 di certificato e numero 19592 di registro, l'altra di scudi 120 di rendita al numero 46268 di certificato e 19592 di registro, la terza finalmente della rendita annua di lire 80 62 1/2 al numero 50478 di certificato e numero 19592 di registro, fermi però rimanendo i vincoli apposti alle medesime, consegnando le dette cartelle al loro genitore Alessandro Azzurri.

Roma, li 11 dicembre 1871.

Il vicepresidente FRANCESCO PENSERINI — NICOLA CASINI vicecancelliere — ANTONIO SELLINI procuratore.
5314

CITAZIONE.

Roma, addì 18 dicembre 1871.

Ad istanza della signora Palmira Poggi e del signor Miccia Sebastiano come di lei marito, elettivamente domiciliato in Roma, presso il signor Onorato Capo loro procuratore, abitante in via Balestrari, numero 27, io sottoscritto usciere presso questa terza pretura ho citato il signor Giovanni Poggi, d'ignota dimora, a comparire avanti la detta terza pretura, alle ore nove antimeridiane del giorno 21 dicembre corrente, per ivi sentirsi condannato a dover pagare agli istanti la somma di lire 359, dovuta per obbligo portato dall'istromento 3 ottobre 1859, in atti Bartoli notaio; gli interessi su detta somma dal tre dicembre 1871 in poi, e le spese di causa anche stragiudiziali, e ciò con sentenza provvisoriamente esecutoria.

5322 ROSSINI GIUSEPPE, usciere.

CASSA DI RISPARMII
DI AREZZO.

Prima denunzia di due Libretti smarriti, segnati di numero 13289 sotto il nome di Vannini Valentino per la somma di lire 280 00 e numero 13290 Vannini Teresa, per la somma di lire 170 00.

Ove non si presenti alcuno a vantare diritti sopra i predetti Libretti sarà dalla Cassa suindicata riconosciuto per legittimo creditore il denunziante.

Arezzo, li 12 dicembre 1871. 5224

Municipio di Velletri

AVVISO D'ASTA.

Volendo questo municipio procedere all'appalto dei lavori occorrenti per la costruzione del pubblico ammazzatoio, a forma del piano di esecuzione redatto dall'ingegnere comunale signor Pacifico Di Tucci che ne determina l'importo a lire 72,709 64, si avvertono le persone dell'arte qualmente rimane stabilito il termine di giorni trenta da oggi per presentare le offerte chiuse e sigillate in carta bollata in questa residenza municipale.

Il lavoro sarà deliberato all'asta pubblica, prendendo per base dell'incanto la migliore offerta, quante volte il municipio la crede meritevole di essere presa in considerazione.

Le offerte dovranno riguardare non solo il ribasso dei prezzi stabiliti in detto piano di esecuzione, ma anche il modo di pagamento dell'importo residuale, dopo la prima rata che il comune pagherà nella somma di lire 20,000 appena eseguita la metà del lavoro.

Tanto il piano di esecuzione quanto il relativo capitolato sono a tutti ostensibili in questa segreteria comunale.

Velletri, dalla residenza municipale, li 15 dicembre 1871.

5276 *Il Sindaco:* GIUSEPPE FILIPPI.

(1^a *Pubblicazione*).

BANCA NAZIONALE NEL REGNO D'ITALIA

DIREZIONE GENERALE

Avviso.

La signora Rogers Maingay Emilia di Carlo, domiciliata a Napoli, nel dichiarare lo smarrimento del certificato d'iscrizione di sei azioni di questa Banca, emesso dalla sede di Napoli in data del 15 dicembre 1870, sotto il n. 255, a di lei nome, fece istanza per ottenerne un corrispondente duplicato.

Si diffida perciò il pubblico di non attribuire alcun valore al titolo sopra specificato, che, non avvenendo opposizioni nel termine di due mesi dalla data del presente avviso, verrà sostituito da altro portante diverso numero d'ordine ed altra data.

Firenze, 15 dicembre 1871. 5283

SOCIETÀ ROMANA DEGLI OMNIBUS

Avviso.

Sono avvertiti i signori soci i quali a forma dell'art. 12 dello statuto sociale avranno versato l'intero ammontare delle azioni da loro acquistate, che dal giorno 2 gennaio 1872 in poi, dalle ore 10 ant. alle 12 meridiane, e dalle 2 alle 4 pomeridiane, potranno, dietro consegna dei titoli provvisori, ritirare quelli definitivi nell'ufficio della Società, posto in piazza di Sant'Ignazio, al n. 171.

Roma, li 18 dicembre 1871.

5310 *Il Direttore:* GIOVANNI MUZI.

COMPAGNIA FONDIARIA ITALIANA

Società Anonima Italiana per acquisto e vendita di beni immobili.

Si prevengono i signori azionisti che i coupons del secondo semestre 1871 delle azioni delle tre prime serie, dal n. 1 al n. 12,000 in L. 6 50, e quelli delle sette serie successive, dal n. 12,001 al n. 40,000 in L. 3 25, deduzione fatta per tutti della tassa di ricchezza mobile, saranno pagabili a datare dal 1° gennaio p. v.:

A **Roma** — Presso la sede della Società, via del Banco Santo Spirito, n. 12.
» **Firenze** — Id. via Nazionale, n. 4.
» **Milano** — Id. via Santa Radegonda, n. 10.
» **Napoli** — Id. via Roma (già Toledo), n. 348.
» **Torino** Presso i signori U. Geisser e C.
» **Genova** — Presso il signor A. Carrara.
» **Venezia** — Presso il signor Edoardo Leis.

5291 *Il Direttore:* B. MALATESTA.

Alla Gazzetta d'oggi va unito un Supplemento contenente Avvisi d'asta ed Annunzi giudiziari.